

# L'Actu de la semaine

du 20 au 24 mai 2019

*Nos documentalistes recensent pour vous chaque semaine l'essentiel de l'actualité repérée sur les sites institutionnels et transmis à nos Rédactions.*

FISCAL

SOCIAL

AFFAIRES

IMMOBILIER

CIVIL

DIVERS

## FISCAL

### Sites institutionnels

- [Discours](#) de Bruno Le Maire, ministre de l'Economie et des Finances : Projet de loi sur la taxation des géants du numérique - Sénat, le mardi 21 mai 2019
- [Actualité impots.gouv.fr](#) : CFE et/ou IFR – Mise en ligne des avis d'acompte

### Jurisprudence

- Déductibilité de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des dettes du redevable à l'égard de ses héritiers ou de personnes interposées : [Décision Conseil constitutionnel n° 2019-782 QPC du 17-5-2019](#)

### Au BOFiP-Impôts

- [22/05/2019](#) : BIC - IF - Entreprises créées en bassins urbains à dynamiser - Elargissement du zonage par le classement de neuf communes supplémentaires (loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 21)
- [22/05/2019](#) : CF - PGR - Prorogation du délai de reprise quand le total des soldes créditeurs des comptes à l'étranger dépasse 50 000 € à un moment quelconque de l'année (LPF, art. L. 169 ; loi n° 2018-898 du 23 octobre 2018 de lutte contre la fraude, art. 9)
- [22/05/2019](#) : IF - Régime applicable aux propriétés des grands ports maritimes en matière de taxes foncières (loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015, art. 95 et loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 170 et 171)
- [22/05/2019](#) : TFP - Suppression de la taxe sur l'exploration de gîtes géothermiques à haute température (loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 26)

### Au Journal Officiel

- [Décret n° 2019-464 du 17 mai 2019](#) portant adaptation du code de procédure pénale à la création du service d'enquêtes judiciaires des finances
- [Arrêté du 14 mai 2019](#) portant modification des critères de déconcentration des procédures

d'agrément prévues à l'article 44 septies, au II de l'article 209 et à l'article 1465 du code général des impôts

- [Décret n° 2019-483 du 21 mai 2019](#) fixant la liste des communes sur lesquelles le programme local de l'habitat précise l'offre de logements intermédiaires
- [LOI n° 2019-486 du 22 mai 2019](#) relative à la croissance et la transformation des entreprises

## Union Européenne

- [Communiqué Conseil de l'UE](#) : Fiscalité: Aruba, la Barbade et les Bermudes sont retirés de la liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs ([Note de mai 2019](#) sur les modifications apportées à la liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs, [Liste](#) au JOUE)
- Union douanière – Règlement (CEE) no 2913/92 – Article 212 bis – Procédures d'importation – Dette douanière – Exonération – Dumping – Subventions – Importations de modules photovoltaïques en silicium cristallin et de leurs composants essentiels (cellules) originaires ou en provenance de la République populaire de Chine – Règlements d'exécution (UE) no 1238/2013 et (UE) no 1239/2013 instituant un droit antidumping et un droit compensateur – Exonérations : [CJUE 22-5-2019 aff. 226/18](#)

# SOCIAL

## Sites institutionnels

- [BO Pôle Emploi n° 40 du 17-5-2019](#) : Instruction n° 2019-19 du 6 mai 2019 : Pôle emploi, plan d'action pour le développement des compétences par l'alternance
- [Instruction N° DSS/4B/2019/114 du 7 mai 2019](#) relative la procédure d'agrément des accords locaux et plans d'actions du régime général
- [Circulaire du 16-5-2019](#) relative à la mobilisation nationale pour l'emploi et la transition écologique et numérique
- [Chiffres-clés - Édition 2019](#) : Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes
- [Actualité La Cipav](#) : La nouvelle version de notre guide pratique 2019 est en ligne !
- [Actualité La Cipav](#) : Nouveauté : accéder à votre appel de cotisations 2019 depuis votre compte personnel !
- [Actualité OIT](#) : Sécurité et santé au travail: 100 ans à rendre le travail plus sûr et plus sain
- [Rapport OIT](#) : Les femmes occupant des postes à responsabilité contribuent à améliorer les résultats des entreprises
- [Actualité Urssaf](#) : Job d'été : n'oubliez pas vos obligations
- [Net-entreprises.fr](#) : Avancement des dates d'ouverture des échéances déclaratives PASRAU à partir du 1er juin 2019
- [Rapport Cour des comptes](#) : Certification des comptes 2018 du régime général de sécurité sociale

## Jurisprudence

- Indemnisation des victimes d'infraction - Sécurité sociale, accident du travail : [Cass. 2° civ. 23-5-2019 n° 18-17.033 \(n° 684 F-P+B+I\)](#)
- Responsabilité délictuelle ou quasi délictuelle : [Cass. 2° civ. 23-5-2019 n° 18-17.560 \(n° 703 F-P+B+I\)](#)
- Responsabilité délictuelle ou quasi délictuelle : [Cass. 2° civ. 23-5-2019 n° 18-14.332 \(n° 700 F-P+B+I\)](#)

## Au Journal Officiel

- [Décret n° 2019-466 du 16 mai 2019](#) revalorisant l'allocation temporaire d'attente, l'allocation de solidarité spécifique et l'allocation équivalent retraite
- [Décret n° 2019-467 du 16 mai 2019](#) revalorisant l'allocation de solidarité spécifique à Mayotte
- [Délibération CNIL n° 2019-039 du 11 avril 2019](#) portant adoption d'un référentiel portant sur la description

et les garanties de procédure permettant la mise à disposition en vue de leur traitement de l'échantillon généraliste des bénéficiaires (EGB) et des bases de données thématiques appelées « datamarts » du Système national d'information inter régimes de l'assurance maladie (SNIRAM), présentant un faible risque d'impact sur la vie privée et abrogeant la délibération n° 2018-134 du 12 avril 2018

- [Arrêté du 18 mars 2019](#) fixant le contenu du modèle de la fiche de navire ou d'armement
- [LOI n° 2019-485 du 22 mai 2019](#) visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants
- [LOI n° 2019-486 du 22 mai 2019](#) relative à la croissance et la transformation des entreprises
- [Arrêté du 14 mai 2019](#) fixant une valeur limite d'exposition professionnelle indicative pour un agent chimique
- [Arrêté du 16 mai 2019](#) fixant la liste des entreprises adaptées retenues pour mener l'expérimentation d'un accompagnement des transitions professionnelles en recourant au contrat à durée déterminée conclu en application de l'article L. 1242-3 du code du travail
- [Arrêté du 14 mai 2019](#) relatif aux travaux hyperbares effectués en milieu subaquatique (mention A)
- [Arrêté du 14 mai 2019](#) définissant les procédures d'accès, de séjour, de sortie et d'organisation du travail pour les interventions en milieu hyperbare exécutées avec immersion dans le cadre de la mention B « techniques, sciences, pêche, aquaculture, médias et autres interventions »

## AFFAIRES

### Sites institutionnels

- [Communiqué UFC- Que Choisir](#) : L'UFC-Que Choisir dénonce les pratiques de son site AliExpress
- [Communiqué UFC-Que Choisir](#) : Une Pétition européenne pour rendre obligatoire le Nutri-Score au sein de l'Union
- [Communiqué UFC-Que Choisir](#) : Perturbateurs endocriniens dans les produits à base de soja L'UFC-Que Choisir saisit l'Anses et la DGCCRF
- [Communiqué ADLC](#) : L'Autorité de la concurrence autorise le rachat de la société The Kooples Group par le groupe Maus Frères (Lacoste, Aigle et Gant)
- [Communiqué ADLC](#) : Le groupe Akka Technologies est sanctionné à hauteur de 900 000 euros pour avoir fait obstacle au déroulement d'opérations de visite et saisie réalisées par l'Autorité
- [Communiqué ADLC](#) : L'Autorité donne son feu vert au rachat des abattoirs Les Volailles Rémi Ramon et Sofral par le groupe LDC (Le Gaulois, Maître Coq et Fermiers de Loué), qui contribue à renforcer la filière avicole française
- [Décision ACPR de la Commission des sanctions n° 2018-02 du 15 mai 2019](#) à l'égard de la société Provitalia (intermédiaire d'assurances – obligation d'information)
- [Communiqué AMF](#) : La Commission des sanctions de l'Autorité des marchés financiers sanctionne la société Hedios Patrimoine pour des manquements à ses obligations professionnelles de conseiller en investissements financiers : [Décision n° 6 du 20 mai 2019](#)
- [AMF](#) : Entrée en vigueur de la nouvelle norme IFRS 16 : l'AMF attire l'attention du marché sur les impacts relatifs aux indicateurs et ratios financiers présentés par les sociétés cotées

### Jurisprudence

- Art. 1684 du code civil : [Cass. com QPC 16-5-2019 n° 19-40.007](#)
- Art. 1235 et 1376 du code civil : [Cass. 2<sup>e</sup> civ. QPC 16-5-2019 n° 18-24.258](#)
- Propriété littéraire et artistique – Succession : [Cass. 1<sup>e</sup> civ. 22-5-2019 n° 17-28.314 \(n° 468 FS-P+B+I\)](#)

## Au Journal Officiel

- [LOI n° 2019-469 du 20 mai 2019](#) pour la protection foncière des activités agricoles et des cultures marines en zone littorale
- [Arrêté du 13 mai 2019](#) relatif à la prise de position formelle de l'autorité administrative chargée de la concurrence et de la consommation en matière de délais de paiement convenus et de garantie commerciale
- [LOI n° 2019-486 du 22 mai 2019](#) relative à la croissance et la transformation des entreprises
- [Décret n° 2019-488 du 22 mai 2019](#) relatif aux personnes condamnées à une peine leur interdisant de se porter enchérisseur
- [Décret n° 2019-490 du 21 mai 2019](#) précisant les modalités de désignation du représentant permanent par les personnes mentionnées au 1° quater de l'article L. 561-2 du code monétaire et financier

## Union Européenne

- [Communiqué Commission européenne](#) : Pratiques anticoncurrentielles: la Commission inflige à Barclays, à RBS, à Citigroup, à JPMorgan et à MUFG des amendes d'un montant de 1,07 milliards d'euros pour leur participation à une entente sur le marché des opérations de change au comptant
- [Communiqué Commission européenne](#) : Ententes: la Commission confirme les inspections inopinées dans le secteur de l'alimentation au détail en France
- [Communiqué Commission européenne](#) : Équité dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire: la Commission propose d'accroître la transparence des prix
- [Communiqué Commission européenne](#) : Règlement général sur la protection des données: bilan de la première année
- [Directive \(UE\) 2019/770](#) du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de fourniture de contenus numériques et de services numériques
- [Directive \(UE\) 2019/771](#) du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de vente de biens, modifiant le règlement (UE) 2017/2394 et la directive 2009/22/CE et abrogeant la directive 1999/44/CE
- Article 99 du règlement de procédure de la Cour – Directive 2005/29/CE – Pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs dans le marché intérieur – Directive 2009/72/CE – Marché intérieur de l'électricité – Directive 2009/73/CE – Marché intérieur du gaz naturel – Directive 2011/83/UE – Pratiques commerciales agressives – Conclusion de contrats de fourniture d'électricité et de gaz naturel qui n'ont pas été demandés par les consommateurs – Conclusion de contrats de fourniture à distance ou hors établissement en violation des droits des consommateurs – Autorité compétente pour sanctionner de telles pratiques : [CJUE ord. 14-5-2019 aff. 406/17 à 408/17 et 417/17](#)
- Protection des consommateurs – Directive 1999/44/CE – Défaut de conformité du bien livré – Article 3 – Droit du consommateur à la mise du bien dans un état conforme sans frais, dans un délai raisonnable et sans inconvénient majeur – Détermination du lieu où le consommateur est tenu de mettre un bien acheté à distance à la disposition du vendeur, pour sa mise dans un état conforme – Notion de mise du bien dans un état conforme "sans frais" – Droit du consommateur à la résolution du contrat : [CJUE 23-5-2019 aff. n° 52/18](#)
- Concurrence – Ententes – Marché du recyclage de batteries automobiles plomb-acide – Décision constatant une infraction à l'article 101 TFUE – Coordination des prix d'achat – Amendes – Paragraphe 26 de la communication sur la coopération de 2006 – Paragraphe 37 des lignes directrices pour le calcul du montant des amendes – Compétence de pleine juridiction : [Trib. UE 23-5-2019 aff. 222/17](#)
- Concurrence – Concentrations – Marché néerlandais des services télévisuels et services de télécommunications – Entreprise commune de plein exercice – Décision déclarant la concentration compatible avec le marché intérieur et l'accord EEE – Engagements – Marché en cause – Effets verticaux – Erreur manifeste d'appréciation – Obligation de motivation : [Trib. UE 23-5-2019 aff. 370/17](#)

# IMMOBILIER

## Sites institutionnels

- [Service-public.fr](http://Service-public.fr) : Nouvelle démarche Assistance aux demandes d'autorisation d'urbanisme

## Au Journal Officiel

- [LOI n° 2019-463 du 17 mai 2019](#) tendant à sécuriser l'actionnariat des entreprises publiques locales
- [Décret n° 2019-472 du 20 mai 2019](#) relatif à la collecte et la transmission d'informations et de documents relatifs aux déclarations et autorisations d'occupation des sols
- [Décret n° 2019-474 du 21 mai 2019](#) pris en application du dernier alinéa de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme
- [Décret n° 2019-481 du 21 mai 2019](#) modifiant diverses dispositions du code de l'urbanisme
- [Décret n° 2019-482 du 21 mai 2019](#) relatif aux aménagements légers autorisés dans les espaces remarquables ou caractéristiques du littoral et des milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques
- [Décret n° 2019-483 du 21 mai 2019](#) fixant la liste des communes sur lesquelles le programme local de l'habitat précise l'offre de logements intermédiaires
- [Décret n° 2019-484 du 21 mai 2019](#) relatif au délai au-delà duquel un logement, réalisé par une société civile immobilière et destiné à l'accession sociale à la propriété, peut être cédé à un organisme d'habitations à loyer modéré
- [Décret n° 2019-494 du 21 mai 2019](#) modifiant le décret n° 2000-1153 du 29 novembre 2000 relatif aux caractéristiques thermiques des constructions modifiant le code de la construction et de l'habitation et pris pour l'application de la loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie
- [Décret n° 2019-495 du 22 mai 2019](#) relatif à la prévention des risques de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols argileux
- [Décret n° 2019-496 du 22 mai 2019](#) relatif à la détermination individuelle de la quantité de chaleur, de froid et d'eau chaude sanitaire consommée et à la répartition des frais de chauffage, de refroidissement et d'eau chaude sanitaire, dans les immeubles collectifs à usage d'habitation ou à usage d'habitation et professionnel
- [Décret n° 2019-497 du 22 mai 2019](#) relatif à l'occupation par des résidents temporaires de locaux vacants en vue de leur protection et préservation en application de l'article 29 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique
- [Décret n° 2019-498 du 22 mai 2019](#) relatif aux aides de l'Agence nationale de l'habitat
- [Décret n° 2019-499 du 22 mai 2019](#) relatif aux indicateurs des conventions d'utilité sociale des sociétés de vente d'habitations à loyer modéré
- [Décret n° 2019-502 du 23 mai 2019](#) relatif à la liste minimale des documents dématérialisés concernant la copropriété accessibles sur un espace sécurisé en ligne
- [Décret n° 2019-503 du 23 mai 2019](#) fixant le montant minimal des pénalités applicables au syndicat de copropriété en cas d'absence de communication des pièces au conseil syndical
- [Décret n° 2019-505 du 23 mai 2019](#) relatif à l'instruction par des prestataires privés des demandes d'autorisation d'urbanisme

## Jurisprudence

- Procédure civile : [Cass. 3<sup>e</sup> civ. 23-5-2019 n° 18-10.140 \(n° 520 FS-P+B+I\)](#)
- Construction immobilière : [Cass. 3<sup>e</sup> civ. 23-5-2019 n° 18-15.286 \(n° 479 FS-P+B+I\)](#)
- Construction immobilière : [Cass. 3<sup>e</sup> civ. 23-5-2019 n° 17-17.908 \(n° 480 FS-P+B+I\)](#)
- Construction immobilière : [Cass. 3<sup>e</sup> civ. 23-5-2019 n° 18-14.212 \(n° 481 FS-P+B+I\)](#)
- Domaine privé - Acquisition de propriété par une commune - Détermination du prix - Prise en compte d'une

évolution à venir de la carte communale : [CAA Bordeaux 9-5-2019 n° 17BX01308](#)

## Union Européenne

- Manquement d'État – Article 63 TFUE – Libre circulation des capitaux – Article 17 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Droit de propriété – Réglementation nationale supprimant ex lege et sans indemnisation les droits d'usufruit sur des terres agricoles et sylvicoles antérieurement acquis par des personnes morales ou par des personnes physiques ne pouvant justifier d'un lien de proche parenté avec le propriétaire : [CJUE 21-5-2019 aff. 235/17](#) - [Communiqué de presse](#)
- Permis de construction et d'exploitation - Insécurité juridique au sein du Conseil d'État grec en raison de divergences de jurisprudence : [CEDH 23-5-2019 n° 17257/13](#) - [Communiqué de presse](#)
- Article 53, paragraphe 2, et article 99 du règlement de procédure de la Cour – Espace de liberté, de sécurité et de justice – Coopération judiciaire en matière civile – Compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions en matière civile et commerciale – Convention de Lugano II – Article 22, point 1 – Litiges en matière de droits réels immobiliers et de baux d'immeubles – Restitution des fruits tirés de la location d'un bien avant le transfert de propriété : [CJUE ord. 15-5-2019 aff. 827/18](#)

## CIVIL

### Au Journal Officiel

- [Décret n° 2019-504 du 22 mai 2019](#) fixant les seuils de la déclaration préalable et d'établissement du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public par les organismes faisant appel public à la générosité
- [Arrêté du 22 mai 2019](#) fixant les modalités de présentation du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public par des organismes faisant appel public à la générosité

### Jurisprudence

- Assurance (règles générales) : [Cass . 2° civ. 23-5-2019 n° 18-15.795 \(n° 697 F-P+B+I\)](#)

## Union Européenne

- En supprimant les droits d'usufruit détenus directement ou indirectement par des ressortissants d'autres États membres sur des terres agricoles sur son territoire, la Hongrie a manqué à ses obligations découlant du principe de la libre circulation des capitaux et du droit de propriété garanti par la Charte : [CJUE 21-5-2019 aff. 235/17](#) – [Communiqué de presse](#)
- Les notaires en Pologne, dressant un certificat d'hérédité à la demande conjointe de toutes les parties à la procédure notariale, ne sont pas des « juridictions » au sens du règlement sur les successions et, par conséquent, ledit certificat n'est pas une « décision » en matière de successions : [CJUE 23-5-2019 aff. 658/17](#) – [Communiqué de presse](#)

## DIVERS

- [JO AN Questions/Réponses](#) n° 21 du 21 mai 2019

- [JO SENAT Questions/Réponses](#) n° 21 du 23 mai 2019
- [Analyses du Conseil d'État](#) du 1er au 15 mai 2019
- [Actualité CE](#) : Le Conseil d'État lance aujourd'hui son nouveau site internet, accessible au plus grand nombre
- [Evènement Cour de Cassation](#) : Rencontres de la chambre sociale 2019
- [La Lettre de la DAI](#) n° 274 du 23 mai 2019